

provenance d'un Etat qui prohibe l'emploi ou l'utilisation, pour ses propres édifices publics ou autres travaux, ou l'achat de fournitures, d'outillages et de matériaux non fabriqués dans cet Etat.

C'est la sottise politique ou pratique qui de nos jours dirige les relations économiques des nations dans leur tentative inutile de créer ou de maintenir la prospérité intérieure, tout en blessant ou en détruisant celle des autres nations. L'histoire indique, surtout depuis un demi-siècle, qu'une fois les hauts tarifs en vigueur, ils préparent des difficultés insurmontables, non seulement à l'intérieur du pays qui s'en sert, mais à l'extérieur. On établit ces tarifs pour protéger les industries naissantes, encourager quelque occupation supposée d'intérêt national, et la liste des bénéficiaires s'élargit et s'allonge. Si tel groupe peut trouver des avantages en un mur tarifaire, d'autres réclament un traitement semblable. Les exceptions deviennent la règle générale et chacun soutient la priorité de son droit sur le marché domestique. Les producteurs de l'intérieur réclament presque la totalité du marché domestique et multiplient ainsi les entraves au commerce étranger. Ainsi, le monde se divise et se subdivise en compartiments tarifaires. L'instrument s'est graduellement épointé et endurci. On a toujours recours, sans merci et brutalement, aux échelles tarifaires, aux quotités, aux prix des permis, aux systèmes de restrictions et d'exclusions, à des représailles et même à des embargos.

Voici comment on procède. On accorde au manufacturier la protection sur une industrie qu'il établit, ou qu'il soutient dans ses premiers pas parce qu'elle est jeune et peu stable, et cette protection augmente les prix payés par le consommateur. En conséquence, le coût de la vie s'en trouve augmenté. L'ouvrier, à cause de cette augmentation du coût de la vie, demande et obtient des salaires plus élevés. Alors l'industriel demande une plus grande protection, parce que le coût de la production est augmenté. Et aux augmentations de tarif succèdent des hausses dans le coût de la vie. A chaque cycle c'est le consommateur que l'on enserre davantage; l'ouvrier ne gagne rien ou à peu près, car ses augmentations de salaires sont compensées par des augmentations correspondantes dans le coût de la vie. En même temps, les bénéfices de l'industriel continuent à croître, et ce sont des accumulations de capitaux, jamais vérifiées, réglementées ni contrôlées.

Mais les temps, comme les choses, ont changé. Les nations modernes qui progressent ne peuvent plus se reposer sur leurs seuls marchés intérieurs, pour prospérer. La tentative d'améliorer les conditions par des subventions à tout le monde s'est révélée on ne peut plus futile. Futile et infructueuse aussi,

L'hon. M. BELCOURT.

naturellement, cette politique d'isolement que le tarif protecteur crée et maintient inévitablement.

Les nations ont, comme les individus, besoin l'une de l'autre, qu'elles achètent ou produisent. Pour acheter elles doivent vendre, et pour vendre elles doivent acheter. Il n'y a pas de commerce sans voie de retour. Aucun tarif, si élevé qu'il soit, ne saurait se soustraire à l'application des exigences inéluctables de l'interdépendance actuelle des peuples, et il ne pourrait modifier cette loi d'une façon sensible. Les tarifs—les hauts tarifs—sont la cause principale et les pires symptômes de la crise mondiale que nous traversons, de ce malaise universel et de cette peur de la banqueroute. Les tarifs, les embargos, les restrictions multiplieront les obstacles aux relations commerciales de chaque pays. Ils amèneront des pertes financières à tous, et à plusieurs, la ruine. Toutes ces entraves rendront encore plus difficile et plus onéreuse la satisfaction des besoins de l'humanité et ne pourront dorénavant rendre la prospérité aux nations qui y ont eu recours. Bien plus, de pareils procédés augmenteront nécessairement la crise générale actuelle, qui ne sera certainement pas la dernière. Le recours aux restrictions commerciales et aux représailles provoquera toujours des représailles en retour. Il est souvent arrivé que des guerres commerciales ont suscité des guerres internationales. Pour susciter la guerre il vous faut plus que de l'argent, des munitions, des armes et des armées. Il vous faut de plus compter sur le nationalisme ardent ou le désir profond de la revanche. Les causes les plus fertiles en guerre sont l'esprit de conquête et la rivalité économique.

Jusqu'à récemment, l'Europe ne pouvait exercer de représailles, disons contre les Etats-Unis relativement à plusieurs articles, comme, par exemple, le blé, le coton ou l'huile, mais des représailles aussi sérieuses sont devenues tout à fait possibles, et, de fait, plusieurs nations en exercent contre les fabricants américains de pellicules cinématographiques, d'automobiles et de machines en général. Bien des gens des deux hémisphères n'ont pas hésité à affirmer que les Etats-Unis d'Amérique, par leur mur tarifaire élevé, n'ont pas peu contribué à amener la crise universelle actuelle.

Les Etats-Unis sont le pays qui a la plus forte production de matières premières et de minéraux. Certains de ses hommes d'Etat et de ses publicistes n'ont pas hésité à exprimer, sans équivoque, la responsabilité qui retombe sur leur pays dans la présente crise.

Dans le "Foreign Affairs" du mois d'avril 1931, un éminent économiste américain dit du